

BURKINA FASO



Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français

Superficie : 274 220 km²

Population : 21,5 millions d'habitants

Densité : 78,4 habitants/km²

Taux de croissance démographique : 2,8 %

Part de la population urbaine : 31,2 %

Économie

Notation de la dette souveraine (S&P, 2022) : CCC+

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2021 : 184^e/191

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA, 2020) : 3,5

Taux de change effectif réel (moyenne 2017-2021, base 100 en 2010) : 94,8 (95,6 pour l'UEOMA)

Classification Banque mondiale : pays à faible revenu

Risque de surendettement: modéré

PIB par habitant (2021) : 918 dollars US

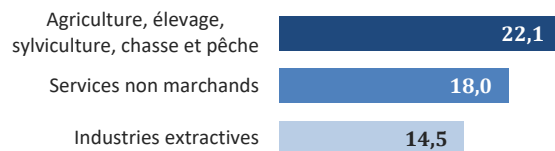
Taux de croissance (2021) : 6,9 %

Inflation (2021) : 3,9 %

PIB (2021) : 10 802 milliards XOF /
20 milliards de dollars US

Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2017-2021)



Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2017-2021)



Développement humain et infrastructures



59,3 ans

Espérance de vie



43,8 %

Population sous le seuil de pauvreté



47,2 %

Accès à l'eau potable



8,5 %

Mortalité infantile



47,3

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



19,0 %

Accès à l'électricité



26 %

Malnutrition infantile



41,2 %

Alphabétisation des adultes



105,8

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



23/191

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



36 %

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



57,2 %

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

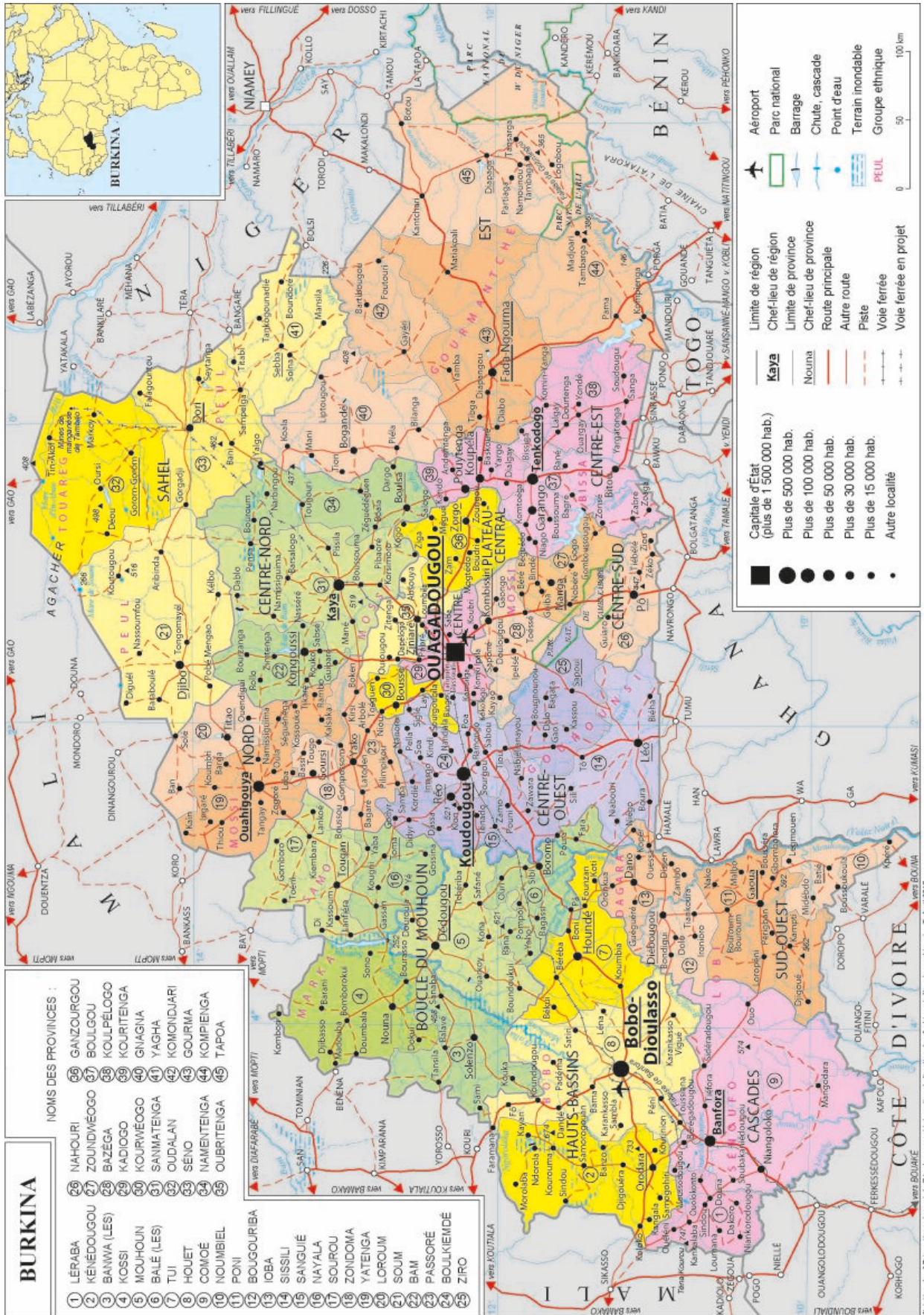
AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2022 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.



Faits saillants

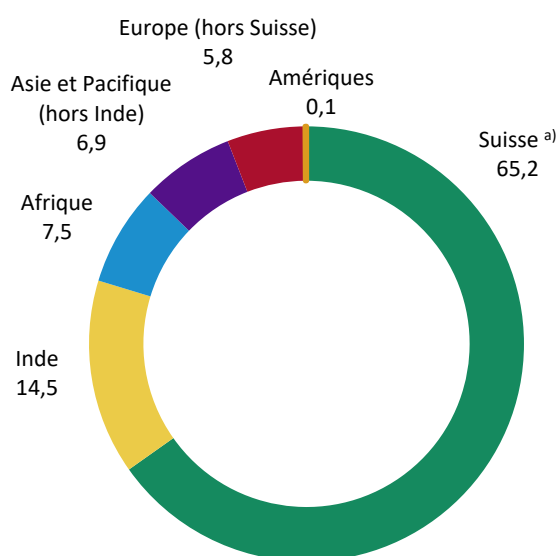
- **En 2021, l'économie du Burkina Faso a connu un rebond avec une croissance de 6,9 % du PIB réel.** Favorisée par la reprise des secteurs secondaire et tertiaire à la suite de la levée des restrictions liées à l'épidémie de Covid-19, cette hausse est allée de pair avec une accélération de l'inflation, à 3,9 % en 2021, du fait d'une forte baisse de la production agricole et de perturbations sur les chaînes mondiales d'approvisionnement. Si le déficit budgétaire s'est creusé pour atteindre 5,9 % du PIB, le solde des comptes courants est demeuré excédentaire, à hauteur de 3,1 % du PIB, grâce à la forte progression des exportations d'or et de coton.
- **L'activité économique devrait continuer à croître à un rythme rapide en 2022 :** selon la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la croissance du PIB réel atteindrait 6,7 %. La conjoncture économique demeure toutefois tributaire d'importants aléas baissiers liés d'une part à l'instabilité politique et sécuritaire tant au niveau national que régional et d'autre part à la guerre en Ukraine, qui pèse sur les importations alimentaires et énergétiques, amplifie les tensions inflationnistes et accroît l'insécurité alimentaire.
- **Sur le plan politique, le climat d'insécurité a entraîné un vaste mouvement de mécontentement, conduisant à la démission du Premier ministre le 8 décembre 2021, puis à deux coups d'État successifs le 24 janvier 2022 et le 30 septembre 2022.** Ce dernier, mené par le capitaine Traoré, a débouché sur la mise en place d'un gouvernement de transition. De nouvelles élections sont prévues en 2024.
- **Malgré une reprise dynamique de l'économie, le Burkina Faso reste confronté à des défis majeurs,** dont la gestion de l'insécurité et ses conséquences humanitaires et politiques, une économie fortement exposée à l'évolution des prix des matières premières ainsi qu'au changement climatique, et un niveau élevé de pauvreté. Par ailleurs, 2,9 millions de Burkinabés étaient en situation d'insécurité alimentaire au 31 août 2021. Cela résulte d'une baisse de la production agricole, provoquée par des épisodes de sécheresse, et des déplacements de population fuyant les violences perpétrées par les groupes djihadistes dans le Nord et l'Est du pays.

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

Le Burkina Faso est un pays à faible revenu dont l'économie dépend majoritairement de l'agriculture et de l'exploitation minière, notamment de l'or. Le pays est ainsi le sixième producteur d'or et le troisième producteur de coton d'Afrique. Le secteur primaire représente 17 % du PIB en 2021, et environ 80 % de la population active vit de la production agricole. Entre 2017 et 2021, il représentait en moyenne 20 % du PIB. Le développement du secteur aurifère a constitué ces dernières années une source importante de croissance, avec une progression des volumes produits de 7,6 % en trois ans. L'ouverture en 2022 de la mine de Bomboré (avec une production potentielle de 1,6 million d'onces sur treize ans) devrait contribuer au développement du secteur. Le secteur secondaire, dominé par les industries extractives, représentait en moyenne 27 % du PIB sur la période 2017-2021. Le secteur tertiaire, dominé par le commerce, la restauration, l'hôtellerie et le secteur financier, constituait en moyenne près de 53 % du PIB

Destinations des exportations du Burkina Faso (2016-2020)

(en %, moyenne sur 5 ans)



a) Principalement de l'or brut et semi-transformé.
Sources : CEPII (BACI) et calculs Banque de France.

sur la période 2017-2021. Comme dans le cas du secteur secondaire, son développement souffre de l'insuffisance de ressources humaines qualifiées (taux d'alphabétisation des adultes de 41,2 % en 2021), du poids du secteur informel, d'un environnement des affaires peu favorable et d'un manque d'infrastructures (ex. taux d'électrification de 19 % en 2021) qui constituent autant de goulets d'étranglement freinant la croissance.

Principales productions et prix d'achat aux producteurs du Burkina Faso

(productions en milliers de tonnes, prix d'achat en francs CFA (XOF) par kilogramme)

	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Coton-graine	724,2	696,6	680,8
Prix d'achat aux producteurs	265,0	240,0	270,0
Mil et sorgho	2 842,0	2 796,8	2 349,1
Maïs	1 710,9	1 920,1	1 853,5
Riz paddy	376,5	451,4	451,0
Fonio	10,2	10,8	7,6
Arachides	396,1	630,5	477,3
	2019	2020	2021
Or (en tonnes)	50,3	62,1	66,9

Sources : BCEAO et administrations nationales.

La faible diversification de la production va de pair avec une importante concentration sectorielle et géographique des exportations et une forte dépendance aux importations. En 2021, près de 87 % des exportations se concentrent sur deux produits, l'or et le coton, principalement vendus en Suisse (65,2 %) et en Inde (14,5 %). Malgré son appartenance à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Burkina Faso développe peu de relations commerciales avec les partenaires régionaux. La prépondérance du secteur primaire et de l'industrie extractive rend l'économie burkinabé particulièrement vulnérable à l'évolution des prix internationaux et aux aléas climatiques. Les besoins du pays en biens d'équipement, produits pétroliers et produits alimentaires pèsent sur la balance courante. En outre, les importations dépendent fortement des variations des prix du pétrole en raison de l'enclavement du Burkina Faso, qui nécessite l'acheminement par voies terrestres de marchandises déchargées dans les ports voisins.

Malgré une progression continue des recettes fiscales, le solde budgétaire est structurellement déficitaire. La croissance tendancielle des recettes fiscales s'élève à plus de 10 % par an sur la période 2015-2021 (sauf en 2020). Cette progression s'explique en partie par les efforts de modernisation de l'administration fiscale, avec notamment la numérisation des services fiscaux (mise en œuvre d'un compte unique au Trésor, paiement en ligne des impôts, création d'un identifiant financier unique pour chaque contribuable, etc.). Elle a permis d'élever le taux de pression fiscale à près de 16 % en 2021, un niveau supérieur à la moyenne de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) qui s'élève à 13,6 %, mais inférieur à l'objectif fixé par

l'Union (20 %). La part de la masse salariale dans les dépenses courantes apparaît structurellement très élevée, représentant plus de 50 % du total des dépenses en moyenne sur 2015-2021, contre 40 % en UEMOA, alors que les fortes incertitudes régionales ont conduit à augmenter la part consacrée aux dépenses de sécurité et de défense (autour de 20 % du budget de l'État entre 2017 et 2020 selon la Banque africaine de développement, BAFD). En dépit des progrès enregistrés dans la collecte fiscale, la dynamique des dépenses publiques s'accompagne de déficits publics toujours élevés, de 4,5 % du PIB en moyenne depuis 2015, et d'un endettement public croissant.

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

En 2021, la croissance économique a fortement rebondi après le ralentissement observé en 2020. La croissance du PIB réel a ainsi atteint 6,9 %, contre 1,9 % en 2020, un niveau supérieur à la moyenne de l'UEMOA (6,1 %). La croissance a été avant tout portée par les échanges extérieurs nets, qui ont augmenté à hauteur de 3,8 points de pourcentage (pp) en 2021, contre -1,5 pp en 2020, et de la consommation (+3,4 pp), alors que l'investissement a pesé sur l'activité (-0,3 pp).

Ce rebond reflète également l'accélération dans le secteur secondaire (avec une contribution à la croissance de +1,9 pp) et surtout du secteur tertiaire (+6,4 pp, contre -0,5 pp en 2020). Outre l'amélioration de la conjoncture internationale, qui a favorisé la reprise du secteur manufacturier, la levée des restric-

tions liées à l'épidémie de Covid-19 (couvre-feu, fermeture des frontières, etc.) qui avaient fortement pesé sur l'activité en 2020, a en revanche soutenu le secteur tertiaire, en particulier le commerce, la restauration et l'hôtellerie.

S'agissant du secteur agricole, les faibles précipitations et la réduction des surfaces cultivées liée à l'insécurité ont entraîné une réduction de la production, tant des productions vivrières (– 16 % pour le mil et le sorgho) que des cultures de rente (– 2,3 % pour le coton). La contribution du secteur primaire à la croissance a donc été négative (– 1,4 pp) en 2021.

En 2022, la croissance atteindrait 6,7 % du PIB selon la BCEAO, soutenue par une progression des secteurs secondaire et tertiaire. Cette prévision est toutefois tributaire de plusieurs aléas baissiers, comme la dégradation de la conjoncture internationale liée à la guerre en Ukraine, les incertitudes sécuritaires régionales et l'instabilité politique.

L'inflation s'est renforcée en 2021, passant, en moyenne annuelle, de 1,9 % en 2020 à 3,9 % un an plus tard, soit le niveau le plus élevé depuis 2011. Elle découle du rebond de la demande induit par la fin des restrictions liées à l'épidémie de Covid-19, combiné à des perturbations sur les chaînes mondiales d'approvisionnement et à une baisse de la production agricole. En 2022, les pressions inflationnistes s'accroîtraient fortement du fait de la forte progression des prix des produits alimentaires et énergétiques, qui pourraient porter la hausse annuelle des prix à plus de 11 %, un niveau historiquement élevé.

Le déficit budgétaire (base engagements, dons compris) s'est creusé de 5,2 % en 2020, à 5,9 % du PIB en 2021, un niveau sensiblement supérieur à celui d'avant-crise (3,2 % en 2019). Il demeure au-dessus du critère de convergence de l'UEMOA (suspendu depuis la crise Covid) fixé à 3 % du PIB. Le rebond important des recettes totales (+ 10,8 %) dans le sillage de la reprise économique et des efforts de collecte fiscale est allé de pair avec une progression encore plus nette des dépenses (+ 13 %). Ces dernières ont été tirées notamment par les dépenses en personnel (+ 5,1 %), qui représentent près de la moitié des dépenses courantes,

Activité économique et inflation au Burkina Faso

(en %)

	2019	2020	2021	2022
Variation annuelle du PIB	5,8	1,9	6,9	6,7
Inflation (en moyenne annuelle)	- 3,2	1,9	3,9	11,1

Note : Prévisions pour 2022.

Source : BCEAO.

des programmes d'investissements publics et des dépenses de sécurité¹. Les dons externes, qui avaient atteint un pic de 316 milliards XOF en 2020, ont en revanche fortement reculé en un an (– 17,6 %).

La dette publique du Burkina Faso a continué à s'accroître à un rythme soutenu, mais le risque de surendettement demeure modéré selon les analyses de viabilité de la dette du Fonds monétaire international (FMI). Composée pour environ 56 % de dettes externes, elle représentait 55 % du PIB en 2021, contre 46,5 % en 2020.

Le Burkina Faso a bénéficié de nombreux apports internationaux de liquidités en 2020 et 2021. En raison des besoins importants de financement engendrés par l'épidémie de Covid-19, en 2020, le pays a bénéficié de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD), pour un montant cumulé de 32,7 millions de dollars US au 31 décembre 2021. Si le pays a bénéficié également en 2020 d'une aide d'urgence de 115,3 millions de dollars US au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) du FMI et de soutiens des banques multilatérales de développement, les négociations concernant une facilité élargie de crédit (FEC) du FMI demeurent en cours depuis lors.

Comme en 2020, le solde des comptes courants est demeuré excédentaire, à hauteur de 3,1 % du PIB, soit 335,9 milliards XOF, contre 4,2 % du PIB en 2020. Les exportations ont progressé de plus de 10 %, portées par une croissance de 5,9 % des exportations en or, qui représentent 78 % des exportations du Burkina Faso. Cette croissance a surtout été générée par une hausse de la production (+ 7,6 %), tandis que le cours international de l'or s'est globalement stabilisé en 2021, après

¹ Ces dépenses sont incluses tant dans les dépenses courantes qu'en capital, voir l'étude sur les dépenses de sécurité dans le Rapport annuel des opérations monétaires Afrique-France (2021).

la forte augmentation enregistrée en 2020. Les exportations de coton (10 % des exportations de biens) se sont également accrues de 66,8 %, reflétant essentiellement la forte hausse des cours mondiaux (+ 44 %) et des déstockages.

En 2021, la croissance de l'activité du secteur bancaire a été rapide et les indicateurs de rentabilité se sont améliorés. Dans le sillage de la reprise économique, le produit net bancaire a augmenté de 13,6 % en 2021, tandis que le résultat net progressait de 56,7 %. Cette forte hausse de la rentabilité reflète tant l'augmentation du taux de marge nette (27,1 % à 37,3 %) que la baisse du coefficient net d'exploitation (55,7 % à 50,2 %) et du taux net de créances en souffrance (2,8 % à 2,2 %). Concernant le respect des règles prudentielles, le ratio de liquidité a légèrement baissé, passant de 117,7 % à 114 %, mais demeure au-delà du ratio de 100 %. Le ratio de solvabilité globale est quant à lui respecté par 88 % des banques (même proportion qu'en 2020).

ENJEUX ET DÉFIS

Outre les actions sanitaires contre la Covid-19, avec l'accès généralisé à la vaccination de la population, le Burkina Faso reste confronté à des défis majeurs, au premier rang desquels figurent la gestion de l'insécurité et de ses conséquences humanitaires, la réduction des déficits sociaux et le rééquilibrage de la structure productive de l'économie.

La sécurité reste le principal défi pour le pays depuis 2015, avec la présence de djihadistes liés à Al-Qaïda et à l'État islamique. Les attaques particulièrement meurtrières conduites par ces groupes armés touchent notamment les régions du Nord et de l'Est, où l'état d'urgence est décrété depuis décembre 2018. De fait, plus de 40 % du territoire se trouve hors de contrôle de l'État. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, le gouvernement burkinabé a recensé en juillet 2021 pour les deux dernières années, 1,3 million de Burkinabés déplacés à l'intérieur du pays, soit 6 % de la population. L'afflux des déplacés pèse sur les infrastructures et les ressources des villes d'accueil, notamment Kaya (Centre-Nord) ou Dori (Sahel). Selon le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisa-

tion des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ², la part de la population souffrant d'insécurité alimentaire est passée de 13 % à fin août 2021 à 16 % un an plus tard. Le climat d'insécurité a entraîné un vaste mouvement de mécontentement contre les autorités, conduisant à la démission du Premier ministre le 8 décembre 2021, puis à deux coups d'État successifs le 24 janvier 2022 et le 30 septembre 2022.

Le développement humain du Burkina Faso demeure parmi les plus faibles du monde. Le pays est ainsi classé 184^e sur 191 pays en matière d'indice de développement humain (IDH). Cela traduit tout d'abord un niveau élevé de pauvreté, avec, selon la Banque mondiale, 43,8 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté. En dépit d'une amélioration du PIB par habitant entre 2021 et 2019 (+ 18,4 %), l'indicateur reste faible et atteint 918 dollars US en 2021, en lien avec une croissance démographique rapide (2,8 % par an) qui contribue également à accroître les besoins en infrastructures. L'accès aux services de base demeure limité en raison des difficultés d'accès à la nourriture et à l'eau pour la population (en 2021, 47,2 % de la population a accès à l'eau potable), et d'une insuffisance des systèmes de soins et d'éducation (le taux d'alphabétisation chez les adultes s'élève à 41,2 %). Outre les effets de la crise de la Covid-19, l'insécurité grandissante pénalise le développement du capital humain. Selon la Banque mondiale, 16 % des infrastructures éducatives ont ainsi dû fermer en 2022.

L'économie est dépendante du secteur primaire et donc exposée à l'évolution des prix des matières premières et aux aléas climatiques. Les inondations, les épisodes de sécheresse, et les vents violents constituent les principaux risques climatiques auxquels le pays est exposé, de manière croissante. En entraînant une baisse des récoltes, les désastres naturels ont des impacts socio-économiques importants. L'emploi informel concerne une part élevée de l'économie burkinabé (autour d'un tiers du PIB) ³. Il est surtout présent dans le secteur primaire, où il compte pour près de 90 % des emplois dans les secteurs non agricoles (essentiellement extractifs).

² "Global report on food crisis- 2022", Global Network against Food crisis (organisme qui inclut le PAM et la FAO).

³<https://www.elibrary.imf.org/view/journals/001/2017/156/article-A001-en.xml>

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Le deuxième Plan national de développement économique et social (PNDES-II, 2021-2025), adopté en juillet 2021, a pour objectif de « rétablir la sécurité et la paix, renforcer la résilience de la nation et transformer structurellement l'économie pour une croissance forte, durable et inclusive ». Il prévoit des investissements dans l'industrie du coton/textile, l'agroalimentaire, les matériaux, la construction d'infrastructures (ex. la construction d'une autoroute reliant Ouagadougou et Yamoussoukro). Le coût de ce plan est de 19 030 milliards XOF (environ 28,6 milliards d'euros) avec un financement à 63 % sur des ressources propres, et pour le reste avec le soutien de banques multilatérales et institutions de développement ou des partenariats public-privé.

Plusieurs projets visant l'électrification du pays et financés par des institutions internationales sont en cours au Burkina Faso. En septembre 2021, la BAfD a octroyé plus de 59 millions d'euros pour la mise en œuvre du Projet d'électrification et de développement des connexions d'électricité. Les régions non couvertes par ce projet sont incluses dans un programme financé par l'Union européenne (UE) et le Fonds vert pour le climat : le plan d'électrification des zones rurales de Yeelen. L'objectif de ce dernier est de faciliter l'accès à une énergie durable et abordable à 5 % de la population en finançant notamment la mise en place de micro réseaux alimentés par des panneaux solaires, avec une mise en œuvre du projet prévue pour 2027.

En 2021, la Banque mondiale a validé plusieurs projets pour un montant engagé de 518 millions de dollars US. Le programme *Third fiscal management, sustainable growth, and service delivery development policy financing* (200 millions de dollars US engagés) vise à soutenir l'amélioration de la fiscalité, une meilleure gestion des ressources naturelles, et le renforcement de l'efficacité de la dépense publique. Le programme *Solar energy and access project* (168,7 millions de dollars US engagés) a pour objectif de faciliter l'accès à l'électricité issue de ressources durables aux populations de zones rurales. Le programme *Support to land and mining management strengthening project* (150 millions de dollars US engagés) est quant à lui destiné à encourager une meilleure gestion du secteur de l'extraction minière afin de favoriser une croissance inclusive.

ANNEXE

Burkina Faso – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XOF) ; taux et variations en %)

	2018	2019	2020	2021
Ressources	11 696,0	12 320,1	13 060,8	13 873,6
PIB nominal	8 826,1	9 377,0	10 153,7	10 802,4
Importations de biens et services	2 870,0	2 943,1	2 907,1	3 071,2
Emplois	11 696,0	12 320,1	13 060,8	13 873,6
Consommation finale	7 271,5	7 552,0	7 619,7	8 200,6
Publique	1 625,7	1 781,9	1 825,7	2 040,3
Privée	5 645,8	5 770,1	5 794,0	6 160,3
Formation brute de capital fixe ^{a)}	1 918,7	2 150,5	2 383,3	2 280,1
Exportations de biens et services	2 505,8	2 617,6	3 057,8	3 392,9
Épargne intérieure brute	1 554,6	1 825,0	2 534,0	2 601,8
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 364,1	- 325,5	150,7	321,7
Taux d'investissement (en % du PIB)	21,7	22,9	23,5	21,1
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	6,6	5,8	1,9	6,9
Déflateur du PIB	1,1	0,4	6,3	- 0,5
Prix à la consommation, en moyenne	1,9	- 3,2	1,9	3,9

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Burkina Faso – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2018	2019	2020	2021
Recettes et dons	1 746,0	1 882,0	1 975,3	2 189,1
Recettes budgétaires	1 530,9	1 747,7	1 659,4	1 928,9
Recettes fiscales	1 354,3	1 424,9	1 377,0	1 705,1
Recettes non fiscales	176,6	322,8	282,4	223,8
Dons	215,1	134,3	316,0	260,2
Dépenses et prêts nets	2 127,6	2 177,4	2 500,0	2 830,1
Dépenses totales	2 137,7	2 201,3	2 504,3	2 830,1
Dépenses courantes	1 383,4	1 644,5	1 724,3	1 902,0
Traitements et salaires	705,1	844,4	897,2	942,6
Autres dépenses courantes	581,0	683,0	686,5	766,9
Intérêts	97,2	117,1	140,6	192,5
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>74,1</i>	<i>95,6</i>	<i>117,0</i>	<i>163,9</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>23,1</i>	<i>21,5</i>	<i>23,5</i>	<i>28,6</i>
Dépenses en capital	754,3	556,8	780,0	928,1
Sur ressources intérieures	447,0	419,0	432,9	486,8
Sur ressources extérieures	307,4	137,8	347,1	441,3
Dépenses des fonds spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts nets	- 10,1	- 23,8	- 4,4	0,0
Solde global base engagements (hors dons)	- 596,7	- 429,7	- 840,6	- 901,2
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 381,7	- 295,5	- 524,6	- 641,0
Solde primaire de base ^{b)}	- 202,2	- 198,7	- 357,3	- 267,4
Ajustement base caisse	- 96,6	- 2,6	- 8,2	7,8
Variations des arriérés de paiement (le signe « - » correspond à une réduction)	15,5	32,1	- 46,0	11,2
Solde global base caisse (hors dons) ^{c)}	- 693,4	- 432,3	- 848,8	- 893,4
Solde global base caisse (dons compris) ^{c)}	- 478,3	- 298,0	- 532,8	- 633,2
Financement	478,3	298,0	532,8	633,2
Financement intérieur net	402,4	200,9	380,4	397,8
Bancaire	142,3	19,8	77,4	158,5
Non bancaire	260,1	181,1	303,0	239,3
Financement extérieur net	75,9	97,2	152,4	235,4
Ajustement statistique	0,0	0,0	0,0	0,0
Dette publique	3 366,5	3 911,3	4 719,1	5 998,3
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	17,3	18,6	16,3	17,9
Dépenses courantes	15,7	17,5	17,0	17,6
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 4,3	- 3,2	- 5,2	- 5,9
Dette publique	38,1	41,7	46,5	55,5

a) Solde global base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses et prêts nets.

b) Solde primaire = recettes budgétaires – (dépenses courantes – intérêts sur dette publique extérieure et intérieure) – (dépenses en capital sur ressources intérieures).

c) Solde base caisse = solde base engagements + ajustement base caisse.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Burkina Faso – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2018	2019	2020	2021
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	- 369,3	- 306,9	427,8	335,9
1 - Biens et services	- 364,1	- 325,5	332,0	321,7
Balance des biens	161,1	214,3	765,5	914,7
Exportations de biens FOB	2 196,4	2 301,3	2 789,9	3 075,1
<i>dont : or</i>	<i>1 492,5</i>	<i>1 685,8</i>	<i>2 279,3</i>	<i>2 413,9</i>
<i>coton</i>	<i>250,4</i>	<i>206,1</i>	<i>150,7</i>	<i>251,4</i>
<i>zinc</i>	<i>94,8</i>	<i>90,9</i>	<i>61,4</i>	<i>64,5</i>
<i>anacarde</i>	<i>117,1</i>	<i>56,0</i>	<i>39,0</i>	<i>64,3</i>
Importations de biens FOB	- 2 035,2	- 2 087,0	- 2 024,4	- 2 160,4
Importations de biens CAF	- 2 436,0	- 2 491,6	- 2 240,0	- 2 620,2
<i>dont : produits pétroliers</i>	<i>- 650,5</i>	<i>- 704,3</i>	<i>- 640,2</i>	<i>- 755,5</i>
<i>biens d'équipement</i>	<i>- 672,8</i>	<i>- 741,3</i>	<i>- 619,0</i>	<i>- 633,8</i>
<i>produits alimentaires</i>	<i>- 269,9</i>	<i>- 238,7</i>	<i>- 251,2</i>	<i>- 273,0</i>
Balance des services	- 525,3	- 539,8	- 433,5	- 593,0
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 400,7</i>	<i>- 404,6</i>	<i>- 215,6</i>	<i>- 459,9</i>
2 - Revenus primaires	- 267,0	- 299,5	- 319,9	- 344,1
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 53,5</i>	<i>- 62,1</i>	<i>- 23,5</i>	<i>- 28,6</i>
3 - Revenus secondaires	261,8	318,0	415,6	358,3
Administrations publiques	123,3	169,3	246,2	173,5
<i>dont aides budgétaires</i>	<i>92,7</i>	<i>88,5</i>	<i>159,7</i>	<i>80,9</i>
Autres secteurs	138,5	148,7	169,5	184,8
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	<i>230,2</i>	<i>241,7</i>	<i>172,4</i>	<i>293,7</i>
b - Compte de capital	175,8	125,9	211,6	253,0
c - Compte financier	- 313,2	- 252,9	159,2	- 64,2
Investissements directs	- 111,5	- 85,9	52,7	- 61,8
Investissements de portefeuille	- 150,2	- 120,0	- 105,8	- 134,3
Autres investissements	- 51,5	- 47,1	212,3	131,9
Financement exceptionnel (pour mémoire)	0,0	0,0	9,1	6,6
d - Erreurs et omissions nettes	1,2	- 4,2	- 4,2	0,0
e - Solde global (a + b - c + d)	121,0	67,7	476,0	653,1
Taux de couverture ^{a)}	87,3	88,9	112,1	110,5
Solde courant (en % du PIB)	- 4,1	- 3,3	4,2	3,1
Solde global (en % du PIB)	1,4	0,7	4,7	6,0

a) Le taux de couverture (en %) correspond au total des exportations de biens et services rapporté au total des importations de biens et services.

Note : La sous-rubrique « Transferts de fonds des migrants » retrace uniquement les flux bruts entrants des transferts de fonds des migrants, tandis que le poste « Autres secteurs » retrace le solde des transferts courants au titre des autres secteurs (ménage, ISBLM, etc.).

Source : BCEAO.

Burkina Faso – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2018	2019	2020	2021
Court terme	1 299	1 615	1 778	2 094
Moyen terme	1 413	1 446	1 327	1 568
Long terme	81	71	78	64
Total	2 793	3 133	3 183	3 727

Source : BCEAO.

Burkina Faso – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

Actif	2019	2020	2021	Passif	2019	2020	2021
Opérations de trésorerie et interbancaires	694	813	1 137	Opérations de trésorerie et interbancaires	1 141	1 245	1 403
Opérations avec la clientèle	3 227	3 299	3 825	Opérations avec la clientèle	3 888	4 551	5 670
Opérations sur titres et diverses	1 651	2 270	2 830	Opérations sur titres et divers	174	192	208
Valeurs immobilisées	205	252	225	Provisions, fonds propres et assimilés	573	645	736
Total	5 777	6 634	8 017	Total	5 777	6 634	8 017

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Burkina Faso – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2019	2020	2021
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	55,1	55,7	50,2
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	13,2	12,6	17,3
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	27,8	27,1	37,3
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	7,7	9,6	7,4
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	2,6	2,8	2,2
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	68,5	73,1	72,2

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Burkina Faso – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2019	2020	2021
1. Produits bancaires	519	851	1 068
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	13	7	6
Produits sur opérations avec la clientèle	271	290	311
Produits sur opérations sur titres et diverses	99	127	155
Produits sur opérations de change	114	409	571
Produits sur opérations hors bilan	12	14	15
Produits sur prestations de services financiers	8	8	9
Autres produits d'exploitation bancaire	1	1	2
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	- 0	- 5	- 2
2. Charges bancaires	247	551	728
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	40	36	28
Charges sur opérations avec la clientèle	105	118	142
Charges sur opérations sur titres et diverses	2	3	5
Charges sur fonds propres et assimilés	2	3	3
Charges sur opération de change	93	385	544
Charges sur opérations hors bilan	0	0	0
Charges sur prestations de services financiers	4	4	5
Autres charges d'exploitation bancaire	2	1	1
3. Produit net bancaire (1 - 2)	272	300	341
4. Produits accessoires nets	10	12	11
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	282	312	352
6. Frais généraux	135	151	155
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	15	17	16
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	132	144	181
9. Dépréciation nette sur risques et pertes sur créances irrécouvrables	57	60	43
10. Réintégration des intérêts sur créances en souffrance	0	5	2
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	75	89	140
12. Résultat exceptionnel net	12	2	4
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	0
14. Impôts sur les bénéfices	11	10	17
15. Résultat (11 + 12 + 13 - 14)	76	81	127

Note : L'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire (PCB) a conduit à la suppression du compte « produits divers ». Le solde de ce compte a été réparti entre les comptes suivants : « produits sur opérations de change », « produits sur opérations hors bilan », « produits sur prestations de services financiers » et « autres produits d'exploitation bancaire ». Les charges bancaires ont également subi des modifications liées au nouveau PCB.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Burkina Faso – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2019	2020	2021
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	13,8	13,8	13,4
Rapport de liquidité	115,2	117,7	114,0

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Burkina Faso – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2019	2020	2021
Représentation du capital minimum par les fonds propres de base <i>Tier 1</i> (FPB (T1))	100	94	94
Ratio de fonds propres (<i>Common Equity Tier 1</i>) ($\geq 5,625$ %)	100	100	94
Ratio de fonds propres de base (T1) ($\geq 6,625$ %)	94	100	94
Ratio de solvabilité global ($\geq 8,625$ %)	94	88	88
Norme de division des risques (≤ 65 %)	81	81	69
Ratio de levier (≥ 3 %)	100	100	94
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25 % du capital de l'entreprise)	75	69	88
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (≤ 15 % FPB (T1))	100	100	100
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60 % des fonds propres effectifs (FPE))	100	100	100
Limite sur les immobilisations hors exploitation (< 15 % FPB (T1))	94	94	88
Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations (< 100 % FPB (T1))	100	100	94
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel (< 20 % FPE)	100	100	94
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables (≥ 50 %)	94	100	100
Coefficient de liquidité (≥ 50 %)	88	94	94

Source : Commission bancaire de l'UMOA.